



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Embrassement aux Etats-Unis, manifestations en France malgré les interdictions... La lutte des classes achève son déconfinement !

Bulletin du NPA Poste - 3 juin 2020



La mise à mort par asphyxie de George Floyd, un Noir américain de 46 ans, par une patrouille de policiers blancs, a mis le feu à Minneapolis puis dans tous les États-Unis. « *Je ne peux pas respirer* » : la dernière phrase prononcée par Floyd est devenue la devise des dizaines des milliers de manifestants qui défilent dans toutes les grandes villes du pays pour dénoncer l'impunité des crimes racistes commis par les polices et milices depuis des décennies, et qui rend l'atmosphère du pays irrespirable. Un siècle et demi après l'abolition de l'esclavage, la communauté noire reste de loin la plus pauvre et la plus stigmatisée de l'ensemble de la population américaine. Les chiffres de mortalité du Covid le prouvent encore une fois : les victimes de l'épidémie sont 2,5 à 3 fois supérieures parmi la population noire. **Le racisme est intrinsèque à la société capitaliste, il faut combattre les deux pour être sûr de pouvoir l'éradiquer**, c'est vrai aux Etats-Unis mais c'est vrai partout, et en France aussi, où les violences et les crimes racistes commis par la police ne sont pas si rares.

La peur peut changer de camp

Les images du commissariat de Minneapolis en flammes, la fuite des policiers juste avant l'incendie, les manifestations déterminées rassemblant toutes les catégories de la population indépendamment de leur couleur de peau, les appels au calme des démocrates ou du mouvement noir institué qui n'ont aucun effet, Trump lui-même qui se réfugie quelques heures avec femme et enfant dans le bunker de la Maison Blanche sont autant d'indices que nous entrons dans une période de guerres sociales particulièrement intenses. Partout dans le monde, des grèves pour empêcher des licenciements, des mobilisations contre les violences policières, contre la misère, contre la corruption des oligarchies en place, vont éclater. Toujours plus fortes et nombreuses. Samedi 30 mai à Paris, malgré l'interdiction de la préfecture de police qui voulait confiner la colère à coups de gaz lacrymogène et de matraques, des milliers de sans-papiers ont réussi à défilé dans la capitale.

Leur détermination à obtenir les mêmes droits que les autres travailleurs n'en a été que plus forte face à la répression. Une démonstration qui en appelle d'autres, pour faire tomber les frontières qui divisent les exploités.

La lutte reprend ses droits

Les Fonderies de Bretagne, du groupe Renault, se sont mises en grève lundi dernier, face à la menace de fermeture qui avait fuité dans la presse. Cette réaction immédiate a poussé la direction locale à annoncer que l'usine ne fermerait pas. Samedi, à Maubeuge, une manifestation de plus de 8 000 personnes s'est tenue pour réagir à la menace de fermeture de l'usine MCA par Renault, qui annoncé 15 000 suppressions de postes dans l'ensemble du groupe, dont 4 600 en France... alors même qu'elle vient de bénéficier d'un prêt de 5 milliards d'euros garantis par l'Etat ! Une lutte déterminée de tous les secteurs touchés par les licenciements peut être une force capable de faire reculer les patrons et le gouvernement. Dans de nombreuses villes, la colère des personnels soignants et des travailleurs et travailleuses en général commence à gronder. Des centaines de personnes se rassemblent devant les hôpitaux ! Si les soignants ont été face au COVID-19 ces derniers mois, c'est bien l'ensemble de nos conquies sociaux qui sont remis en cause et de nombreux secteurs qui sont touchés par les restructurations et plans de licenciement, et c'est donc tous ensemble que nous devons nous défendre. Il y a urgence d'élargir les revendications de créations de postes et d'augmentation des salaires à tous les salariés, étudiants et privés d'emploi.

Continuons de nous rassembler devant les hôpitaux publics et préparons ainsi dans tous les secteurs la riposte pour frapper fort et ensemble. Le 16 juin peut être une première occasion pour que cette journée de mobilisation appelée dans la santé dépasse le secteur hospitalier et constitue un tremplin pour une mobilisation large de notre camp social face à ce gouvernement et à ce système.

La réorg du siècle !

C'est la première fois depuis des années qu'une restructuration d'ampleur touche tous les métiers de La Poste et tous les centres en même temps. La Poste profite donc de l'épidémie pour :

- Au guichet : généralisation des horaires mixtes au guichet
- Ligne bancaire : augmentation de la pression commerciale et de la polyvalence
- Distribution : généralisation des horaires d'après-midi et de la méridienne, licenciement déguisé d'une grande partie des précaires, sécabilité permanente, double charge le lendemain des repos...

Et pour tout le monde : bouleversement des plannings, souvent du jour au lendemain !

Et pendant ce temps-là, du côté des directions syndicales...

La Poste passe les conditions de travail de toutes les postières et postiers au rouleau-compresseur au même moment et comme jamais auparavant... Elle envisage de décider de reconduire jusqu'en décembre toutes ses restructurations qu'elle avait présentées comme « provisoires car dûes au Covid » : un Comité Technique National a lieu le 18 juin. A deux semaines de l'échéance, que font les directions des organisations syndicales ? Tout, sauf appeler à la grève ! Il est plus que temps d'appeler à une grève nationale unitaire. 1000 grèves locales ont eu lieu à la distri entre 2013 et 2018 ; Qu'est-ce qu'on attend pour s'y mettre toutes et tous ensemble ?

Soutenons nos collègues de Moulins !

Les facteurs du centre courrier de Moulins (03) sont très majoritairement en droit de retrait depuis bientôt 5 mois contre les risques psychosociaux qu'ils subissent du fait d'un management très agressif, et dont la Poste s'est faite coutumière. Expertise votée par le CHSCT, mise en demeure de la DIRECCTE, la direction locale feint tout à fait illégalement de tout ignorer pour tenter d'écraser des collègues qui relèvent la tête sur un fond de vengeance envers le mouvement social de décembre 2019 contre la réforme des retraites. Elle va même sans aucune raison jusqu'à suspendre les payes depuis plusieurs mois ! Nous devons apporter toute notre solidarité à ces collègues. Il

est possible pour cela d'adresser des chèques de solidarité à l'ordre de la CGT FAPT Allier (17 bld Ledru Rollin 03000 MOU-LINS)

Stoppons l'acharnement contre Gaël !

Le 20 février 2019, lors de la grève de 15 mois des postières et postiers du 92, les grévistes et leurs soutiens sont entrés dans la cour du Ministère du Travail pour demander des négociations. Au moment où une représentante du ministère donnait sa parole qu'une rencontre allait se tenir, des dizaines de CRS sur armés ont expulsés violemment les grévistes et les militant.e.s présents en soutien. Au moment de partir par le métro, les CRS se sont littéralement jetés sur Gaël secrétaire de Sud Poste 92. Après 10h au poste, il sortait sans aucune poursuite. Mais plus d'un an plus tard, il est convoqué au tribunal de police pour "violence"!

Le but des autorités est d'accumuler les poursuites contre Gaël, qui a écopé en première instance en décembre dernier de 3 mois de prison avec sursis. Soutenons Gaël le 11 juin à 8h devant le tribunal de Police, métro Porte de Clichy

3000 euros de prime pour les tauliers...

Au Courrier, nos directeurs d'établissements touchent depuis 2019 une prime annuelle de 2500 euros soumise à aucune condition, ni de résultats ni de qualité, simplement parce qu'ils occupent la fonction de directeur d'établissement. Cette prime vient d'être réévaluée en pleine crise du covid-19 à 3000 euros ! De quoi nous faire réfléchir quand la boîte nous file 150 euros de prime pour nous faire bouffer ses réorgs...

...et le chocolat des «héros» pour nous

La direction du Courrier Auvergne - Rhône Alpes remet une tablette de chocolat de grande marque à des collègues tirés au sort pour avoir travaillé pendant le confinement. C'est pas la «tablette des héros» dont on a besoin, mais d'embauche des précaires, d'arrêt des réorgs et d'augmentations de salaire. Nos tauliers, eux, ont droit à 3000 euros sans condition, le fric il y en a à La Poste, et il doit maintenant nous revenir !



Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste